

CHARTRE DE LA COLLECTE DE DONNEES SUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLOMES DE L'UNIVERSITE

Préambule : La charte a été élaborée par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques) en concertation avec la Conférence des Présidents d'Université (CPU), le CEREQ et la Délégation Interministérielle à l'Orientation (DIO) dans le cadre d'un comité de pilotage et d'un groupe de travail technique, auquel ont participé également des représentants d'observatoires universitaires et de filières de formation.

OBJECTIFS DE LA CHARTE

1. Finalités de l'enquête

La loi relative aux libertés et responsabilités des universités du 10 août 2007 fait de l'orientation et de l'insertion professionnelle des missions essentielles du service public de l'enseignement supérieur. Elle fait obligation aux établissements d'enseignement supérieur de rendre publiques des statistiques comportant notamment des indicateurs d'insertion professionnelle des étudiants. A cette fin, il apparaît essentiel de disposer de données pour mesurer l'insertion professionnelle des diplômés d'universités, tant au niveau des établissements – de nombreuses universités mènent déjà depuis longtemps des enquêtes d'insertion auprès de leurs anciens étudiants – qu'au niveau national.

L'objectif est double : d'une part contribuer à l'information des publics, au premier rang desquels les étudiants et les lycéens, et à la notoriété des filières universitaires, et d'autre part valoriser les réussites des universités et reconnaître la préparation à l'insertion professionnelle comme une des missions de l'enseignement supérieur donnant lieu à évaluation de sa performance. Ce deuxième objectif pourra conduire, à terme, et comme le demande le Parlement, à faire reposer une partie de l'attribution des moyens aux établissements sur un indicateur d'insertion professionnelle calculé au niveau de l'université mais tenant compte des spécificités de l'université et du contexte national et régional de l'emploi. Pour garantir la qualité de cet indicateur, un processus de certification des données sera mis en place, sous l'égide de la sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques (SDSIES), en collaboration avec le réseau des observatoires des universités et le CEREQ. La SDSIES assure l'exploitation statistique des données au niveau national.

Les données statistiques ainsi collectées pourront également constituer un outil de pilotage au service des universités et être prises en compte pour l'évaluation des universités par l'AERES.

L'enquête a été examinée le 15 juin 2011 par la commission Services publics et services aux publics du Conseil national de l'information statistique. Le Président, après avoir entendu la commission, a émis un avis d'opportunité favorable à l'opération.

2. Organisation de l'enquête

1. La collecte des données est réalisée au sein des universités. L'organisation de cette collecte ainsi que le contrôle des données recueillies est de la responsabilité de l'université, dans le respect des dispositions contenues dans la présente charte. Les universités mettent en œuvre les moyens nécessaires à l'obtention de taux de réponses satisfaisants auprès de leurs anciens diplômés.
2. Les dispositions de la charte visent à garantir la production de données de qualité, fiables, et comparables entre les universités. Elles incluent un ensemble de règles méthodologiques visant à assurer la comparabilité des données, ainsi que la possibilité de contrôles externes.
3. Les données devront être validées par le MESR, qui certifie les résultats obtenus.
4. Le traitement national des données remontées par les universités a été déclaré à la CNIL (déclaration n° 1403894). Chaque université se met, pour sa part, en conformité avec la CNIL pour le traitement des données qu'elle collecte par le biais de l'enquête. Il est recommandé à cette fin de désigner un correspondant informatique et libertés dans l'université, si un tel correspondant n'existe pas déjà¹.

¹ Il existe un réseau des correspondants informatique et liberté des établissements d'enseignement supérieur SUPCIL, sur lequel vous trouverez des informations à l'adresse suivante : <https://listes.cru.fr/wiki/cil/>

CONTENU DE LA CHARTE -----**1. Champ de l'enquête**

L'enquête 2012 porte sur les diplômés 2010 présentant les caractéristiques suivantes :

1. ayant la nationalité française ;
2. ayant obtenu en 2010 un DUT, une licence professionnelle, ou un master ;
3. nés en 1980 ou après ;
4. n'ayant pas interrompu leurs études pendant deux ans ou plus, avant l'obtention du diplôme en 2010 ;
5. ne s'étant pas réinscrits en formation initiale dans un établissement d'enseignement à la rentrée universitaire 2010 et/ou à la rentrée universitaire 2011.

Le filtre 4 est géré par le biais du questionnaire. Il a pour objectif de limiter le champ aux diplômés ayant obtenu leur diplôme en formation initiale. Cette formulation est conforme à la définition adoptée par le CEREQ dans les enquêtes Génération.

Le champ de l'enquête sera progressivement élargi au fil des ans. La définition de l'indicateur conduirait à l'étendre à terme à tous les diplômés français détenteurs d'un diplôme national d'université se présentant pour la première fois sur le marché de l'emploi.

2. Population à enquêter

Le MESR fournit la base complète des diplômés 2010. Les étudiants préalablement repérés comme ne faisant pas partie du champ (en particulier ceux qui se sont réinscrits lors des années suivantes à l'université) sont repérés par la modalité « non » de la variable « a_enquêter ».

Tous les autres diplômés doivent être interrogés (cette variable est à « oui »), sauf situations particulières dûment justifiées avant le démarrage de l'enquête.

L'annexe 1 de la charte donne la définition précise de la population à enquêter.

3. Date d'observation

La date d'observation est fixée au 1er décembre 2012. Cette date correspond à un délai d'observation de 30 mois pour une sortie en juin 2010.

4. Questionnaire d'enquête

Pour permettre le calcul d'indicateurs d'insertion professionnelle, les questionnaires des universités doivent permettre de renseigner un ensemble de variables communes à toutes, selon des nomenclatures fixes. Les questions correspondantes constituent un volet commun à tous les questionnaires d'enquête des universités.

Les universités sont libres d'ajouter à leur questionnaire un volet qui leur est propre pour répondre aux autres objectifs de l'enquête, notamment aux objectifs de gouvernance et d'information du public. Elles doivent veiller à ce que les questions complémentaires n'alourdissent pas trop le questionnaire.

L'annexe 2 de la charte donne la liste des variables du volet commun avec leurs nomenclatures.

L'annexe 3 de la charte donne le volet commun aux questionnaires permettant de renseigner ces variables.

5. Mode d'interrogation

Le mode d'interrogation mis en œuvre au sein des universités pour l'enquête menée en 2012 n'est pas imposé.

L'objectif à terme est de parvenir à une homogénéité des modes d'interrogation.

Quel que soit le mode d'interrogation retenu pour le premier contact avec les enquêtés, une relance téléphonique est généralement nécessaire pour obtenir un taux de réponse satisfaisant.

6. Mode de remontée des données

Les données relatives aux diplômés de master sont remontées par le site sécurisé PEPIP.

Les données relatives aux diplômés de DUT sont remontées par l'application de gestion de l'enquête nationale DUT.

Les données relatives aux diplômés de licence professionnelle sont remontées soit par l'application de gestion de l'enquête nationale LP soit par le biais du site PEPIP.

Le fichier remonté par le biais du site PEPIP doit être conforme à l'annexe 2 de la présente charte.

7. CNIL

Quelle que soit la forme du questionnaire adressé aux diplômés, celui-ci doit être accompagné des informations suivantes :

- Les coordonnées de l'étudiant ont été obtenues par : (le service de scolarité / la composante / un annuaire d'anciens étudiants)
- Les réponses à ce questionnaire sont facultatives
- L'enquête réalisée auprès des diplômés 2010 permettra à l'université de connaître la nature de l'insertion professionnelle de ses diplômés. Les informations seront également transmises au ministère sous la forme de fichiers de données individuelles anonymisées pour établir des indicateurs d'insertion professionnelle par établissement, et par discipline d'étude. Elles seront utilisées uniquement à des fins statistiques.
- Le droit d'accès aux informations individuelles s'exerce auprès de l'université.

En tant que responsables de l'enquête, les universités s'assurent de la sécurité du traitement et de la confidentialité des données. Elles veillent notamment à ce que seules les personnes dûment habilitées en raison de leurs fonctions dans l'enquête aient accès aux informations individuelles de l'enquête.

Enfin les universités doivent prévoir de préciser sur les formulaires d'inscription que les données personnelles, et notamment les coordonnées de l'étudiant et de sa famille, pourront être utilisées à des fins d'enquête (voir le guide Informatique et Libertés pour l'enseignement supérieur et la recherche publié par la CNIL, la CPU et l'AMUE et plus particulièrement la fiche n°8 relative aux enquêtes statistiques portant sur le devenir professionnel et le suivi de cohortes d'étudiants).

Proposition de texte à porter sur les formulaires de collecte :

« Université XXX

Les informations recueillies dans le cadre de la présente enquête font l'objet d'un traitement informatique destiné à mesurer l'insertion professionnelle des diplômés. Les destinataires des données sont d'une part l'université XXX, d'autre part le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, pour établir des indicateurs d'insertion professionnelle par établissement et par discipline d'étude.

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux données qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à YYY (préciser le service) de l'université XXX. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant. »

8. Certification des résultats

Afin de garantir l'homogénéité des traitements et des données, il est nécessaire de mettre en place un processus de certification. Ce processus repose sur différents éléments, présentés ci-après : une pré-certification du tronc commun des questionnaires, un contrôle interne des données, un taux de réponse, un contrôle externe des données, un bilan de collecte a posteriori accompagnant le questionnaire tel qu'il a été soumis aux enquêtes.

8.1 Certification du tronc commun des questionnaires :

Pour assurer la comparabilité des données, la formulation des questions du tronc commun du questionnaire doit être identique pour toutes les universités. L'ordre des questions doit également être respecté dans la mesure du possible.

Les universités qui anticipent des difficultés pour respecter l'une ou l'autre de ces deux contraintes doivent en avvertir le MESR **le 30 octobre 2012 au plus tard**, en joignant leur questionnaire, afin qu'il puisse vérifier que les aménagements proposés n'invalident pas la comparabilité des données recueillies par le biais du questionnaire avec celles des autres universités.

Le questionnaire soumis aux enquêtes devra être annexé à la convention que le président de l'université retourne signée au MESR.

8.2 Contrôle interne des données :

L'observatoire se dote des moyens nécessaires pour détecter et corriger les omissions, et pour effectuer les contrôles de cohérence sur les questionnaires remplis, afin de les valider. L'annexe 6 présente les contrôles de cohérence effectués par le MESR sur les données qui lui sont transmises.

8.3 Taux de réponse :

L'université doit s'efforcer d'obtenir, sur chacune des spécialités des diplômes du champ, le meilleur taux de réponse possible dans les délais impartis pour l'enquête.

L'obtention d'un taux de réponse satisfaisant nécessite généralement,

1. de mettre en place une procédure de recherche de coordonnées des diplômés avant la période de collecte proprement dite ;
2. d'effectuer une ou plusieurs relances auprès des personnes n'ayant pas répondu lors du premier contact.

8.4 Contrôle externe des données :

La remontée de données individuelles au MESR permet la mise en œuvre d'un traitement national homogène de ces données.

Afin d'appréhender l'effet des traitements effectués sur les données collectées, il importe de pouvoir remonter à leur source. L'université devra donc conserver pendant un an au moins les originaux des documents recueillis au cours de l'enquête : les questionnaires papier, les masques de saisie des appels téléphoniques, et les fichiers de données des questionnaires multimédias. Ces documents devront pouvoir être communiqués au MESR à sa demande.

8.5 Bilan de collecte

La remontée des données par le biais du site PEPiP s'accompagne d'un bilan de collecte qui permettra d'apprécier la qualité globale des données remontées (annexe 5).

9. Calendrier

9.1 Préparation de la collecte

1. Mise à jour du site d'information et d'échanges dédié à l'opération : septembre 2012.
2. Mise à disposition par le MESR de la liste des diplômés à interroger pour chaque université : 1er septembre 2012.
3. Remontée des éventuelles difficultés posées par la mise en œuvre du tronc commun de l'enquête : 30 octobre 2012 au plus tard.

9.2 Collecte des données

1. Date d'observation : 1er décembre 2012
2. Période de collecte : 1er décembre 2012 au 31 mars 2013.
3. Ouverture du site dédié à la remontée des données collectées : 2 avril 2013.
4. Date limite pour la remontée des données au MESR : 30 avril 2013.

9.3 Traitement des données

1. Validation des données par le MESR en relation avec les universités : mai-juin 2013.
2. Exploitation des données : juillet-septembre 2013.

LISTE DES ANNEXES -----

1. Population à enquêter
2. Structure du fichier de données à transmettre via le site PEPIP
3. Volet commun du questionnaire
4. Définition du taux d'emploi
5. Bilan de collecte des données d'enquête (disponible le 1^{er} décembre 2012)
6. Guide des contrôles de cohérence (disponible le 1^{er} décembre 2012)